

Monja Roindefo :
« Je ne cherche pas à comprendre Ravalomanana ! »
The Times of Madagascar – Interview - 12/10/09 - Laurence Groussard

Le Premier ministre démis de ses fonctions expose sa version des faits quant à la situation actuelle.



The Times of Madagascar : Quelle est votre position par rapport à la situation actuelle ? Quels sont vos rapports avec Tgv aujourd'hui ?

Le Premier Ministre : On se parle. Il n'y a aucun problème quant à la nature humaine de nos relations. Maintenant il y a un problème de principe pour la suite à donner aux négociations. Si l'on doit appliquer l'accord de Maputo, il faut le faire à la lettre. La position actuelle ne tient pas compte de la réalité sur le terrain. Les termes de la charte sont traduits à la manière et à la convenance de chacun. Cela reflète une sorte d'ingérence un peu brutale dans la gestion des affaires Malgaches. Mais c'est aussi une source de conflits plutôt que de résolution de crise. A partir de là, nous avons des différents effectivement.

TTOM : Vous dites dans votre déclaration de samedi que vous ne quitterez pas la transition. Sur quoi vous basez-vous ?

P. M. : Je n'entends pas m'éterniser à la primature, si telle est votre question. On ne fait pas de la politique pour rester au même poste. Cependant, c'est le principe qui m'incommoder un petit peu. Le GIC sort un communiqué de presse afin que Tgv prenne un décret pour la nomination d'un Premier ministre, soit disant, de consensus. Pourtant la Charte de Maputo est bien claire. On doit appliquer l'article 44, dans lequel il est stipulé qu'il y a 69 adhérents qui devront avoir le même droit et le même devoir que les 4 mouvances principales. Or, il n'y a pas de signature entre les 4 mouvances sur un accord précis. Il n'y a donc pas de lien synallagmatique entre les parties. Et, on ne peut pas régir un pays sur un communiqué de presse. C'est donc, pour moi une volonté claire de faire rentrer Madagascar dans pratique, une nouvelle fois, mauvaise.

TTOM : Une pratique inconstitutionnelle ?

P.M. : Non seulement non constitutionnelle. Mais surtout non conforme aux termes et aux dispositions de la Charte. Vouloir imposer un Premier ministre sans qu'un accord n'ait été signé et authentifié par les 4 parties, cela relève pour moi d'une légèreté institutionnelle. Je n'ai donc pas envi d'abonder dans cette pratique.

TTOM : Vous sentez-vous abandonné par Andry ?

P.M. : Abandonné, pas nécessairement. Je ne fais pas de fixation pour le poste de Premier ministre. Je ne me sens donc pas abandonné par personne. Seulement, je crois qu'à l'allure où les choses vont, je me suis trompé de combat.

TTOM : Vous visez les présidentielles ?

P.M. : Pourquoi pas !

TTOM : Pourquoi avez-vous laissé vos supporters tenir des propos racistes contre la délégation africaine ?

P.M. : Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas être raciste que d'avoir une position de souveraineté internationale. C'est l'un des principes de base de la charte de nations Unis que le peuple puisse disposer de lui-même. En ce qui me concerne personnellement, j'ai vécu un peu de partout dans le monde et je ne me qualifie pas de raciste. Je pense faire partie des rares malgaches qui comprennent le mieux le mécanisme de la mondialisation. Je ne veux absolument pas vivre en autarcie. Mais il y a des principes d'intermédiation, d'accompagnement dans les affaires étrangères mais pas d'imposition. Il ne faut pas réduire cette divergence de vue à un sentiment raciste car c'est cela l'erreur que la communauté internationale commet.

TTOM : Ne pensez-vous pas que les agissements du FIS aient desservi votre cause ? Notamment par rapport au cas du Sénateur Eliane ?

P.M. : Effectivement, il ne faut pas sortir du cadre réglementaire. Lorsque les forces de l'ordre ne sont pas préparées, il y a débordement. Mais c'est partout pareil. Même en France lorsqu'il y a des arrestations, il y a toujours des bousculades. Si cela que l'on considère comme des débordements alors oui. Mais des actes de violence flagrante, il n'y en a pas eu.

TTOM : Comment expliquez-vous alors, que ces membres du FIS ne soient pas mieux préparés ?

P.M. : On les a recrutés en fonction de leur formation mais aussi en fonction des débordements qu'il peut y avoir chez les manifestants. Vous avez vu, dernièrement qu'ils sont armés et prêts à tout casser. Le FIS est censé intervenir dans ces mouvements délicats.

TTOM : Dans votre déclaration samedi, vous avez dit, qu'à cause de Maputo tous les acquis de votre lutte sont remis en cause. Pouvez-vous vous expliquer, plus dans le détail ?

P.M. : Les accords de Maputo, comme la création de ces 4 mouvances sont artificiels. Il s'agit d'une volonté délibérée de casser la volonté populaire. Les deux belligérants étaient Marc Ravalomanana et Tgv. A posteriori on a créé des mouvances artificielles auxquelles on a accordé des droits. C'est ça qui dérange tout. Le problème c'est que ces mouvances sont des exemples d'échec. C'est ce contre quoi je m'insurge. Pour moi il faut retourner à l'ordre constitutionnel et organiser des élections. Pourquoi n'a-t-on pas parlé d'élections ni à Maputo I, ni lors de la réunion du Carlton ? On ne discute pas de la vraie problématique. On pense seulement à se distribuer les sièges. Et, éjecter le Premier ministre, devient une obsession.

TTOM : Laquelle, des trois mouvances, aimerait reprendre le pouvoir ?

P.M. : Je crois que celles de Ravalomanana et de Ratsiraka sont intéressées. Celle de Zafy, certainement aussi, mais dans une moindre mesure.

TTOM : Que pensez-vous de l'impact international ? Pensez-vous que la communauté internationale va prendre des dispositions plus sévères ?

P.M. : Mon avis est partagé. On a signé l'accord commercial de partenariat avec l'Europe. Je ne crois donc pas trop à un embargo économique. Effectivement il y a l'AGOA mais elle expire cette année. Les aides, de la banque mondiale et du FMI, n'étaient pas liées à l'avènement de la transition. Ils ont suspendu les aides en 2008 par rapport à la gestion des finances publiques de Ravalomanana. Le mécanisme de ce financement ne va pas se remettre en ordre automatiquement parce qu'il y a un accord politique. Il faut évaluer un gouvernement. La signature d'un accord facilite les choses, mais cela ne résout pas tout.

TTOM : Il paraît que les fonctionnaires risquent de ne pas être payés ?

P.M. : Ce sont des rumeurs. Seulement des rumeurs, qui sont infondées.

TTOM : Les mauvaises langues disent que vous vous êtes enrichi ?

P.M. : Je voudrais bien qu'on me le démontre. Avant d'être Premier ministre j'avais mon travail. Je suis consultant. Je ne me suis pas fait fonctionnaire. Maintenant si l'on veut parler des bois de rose, il y a un paradoxe. J'ai quand même mis la suspension de l'exportation, due aux exportations illicites qui étaient à l'origine de la coupe sauvage des forêts. Est-ce que les gens font de la corruption avec une personne qui leur interdit d'exercer leur activité ? il y a des investigateurs financiers. Qu'ils fassent leur boulot et qu'ils me démontrent mon enrichissement. Quand on ne trouve pas d'arguments, on en fabrique.

TTOM : Ravalomanana refuse de signer les accords du Carlton. Cela vous rend service indirectement, non ?

P.M. : Je ne cherche pas à comprendre ses raisons. Je n'ai pas à commenter sa position.

TTOM : 2010 : Vous êtes élu président. Que faites-vous pour le pays ?

P.M. : Avant cela je vais sortir un livre sur les expériences malheureuses de Madagascar et les expériences que je traverse et l'avenir que je projette pour ce pays. Vous y trouverez un début de réponse. Il sera publié dès que j'aurais, deux ou trois mois de liberté.

TTOM : Je vous laisse le soin de conclure.

P.M. : J'invite la communauté internationale à faire preuve de compréhension. Il faut qu'elle évolue dans sa pratique d'évaluation politique. Dans les années 70, il fallait que les politiciens ou les groupes qui revendiquaient des actions sociales, fassent, un coup d'éclat, pour être considérés comme interlocuteur. Actuellement, pourquoi faut-il que les malgaches se fâchent pour comprendre que, l'application de la charte de Maputo, comme elle l'impose actuellement, n'est pas la solution. Je la mets donc devant sa responsabilité afin que les choses n'en arrivent pas comme au Rwanda.

Source : http://www.madatimes.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1273&Itemid=1